

HARTMUT ELSENHANS[*]

Rente, sous-développement et Etat dans le Tiers-Monde

Jusqu'à une date récente, une hausse des revenus des pays du Tiers-Monde a été considérée comme essentielle pour vaincre le sous-développement. Si H. W. Singer[1] a été largement cité et si son approche a influencé intensément la revendication du Tiers-Monde pour un Nouvel Ordre Economique International, sa contribution a été lue d'une manière incomplète. Certes, l'augmentation des recettes en devises pourrait fournir des fonds d'investissement nécessaires au développement du Tiers-Monde, mais la disponibilité même de devises supplémentaires décourage les efforts de diversification économique. C'est Benachou[2], qui a posé le problème de la rente comme revenu qui, tout en créant des sources de financement, limite par son caractère "réactionnaire" la transformation des économies concernées.

La présente contribution part de cette constatation du caractère ambigu de la rente. Son apparition même suppose des structures économiques et sociales spécifiques dans le Tiers-Monde. Celles-ci sont déterminées par le développement économique inégal à l'échelle mondiale. Elles sont caractérisées par des situations de monopole qui supposent la limitation de la concurrence, et l'émergence de classes dirigeantes qui, à la différence d'entrepreneurs capitalistes, s'approprient collectivement le surplus disponible. En même temps la spécialisation des économies du Tiers-Monde décourage l'assimilation des techniques importées. Sur le plan politique, de nouvelles tendances émergent qui poussent à une utilisation productive de la rente. Suite à la crise des années 1930, à la victoire des forces de libération nationale dans les colonies et à l'admission générale de l'interventionnisme étatique pour vaincre le sous-développement, des modes de production de type nouveau se sont constitués dans le Tiers-Monde, que j'appelle des sociétés bureaucratiques de développement, dont j'ai donné des types et les mécanismes essentiels ailleurs[3]. Répétons pourtant certains traits essentiels : la classe-Etat est composée par les membres de gouvernements, administrations, armée, partis, organisations des masses, directions d'entreprises publiques qui décident de l'affectation de la masse du travail social, s'approprient le surplus, décident du surplus et dirigent les appareils politiques, sociaux et culturels, dont la fonction est la reproduction ou la stabilisation du pouvoir de cette classe. On appartient à cette classe à partir d'un poste. Cette classe s'approprie le surplus collectivement à partir d'instances politiques ou administratives. Ses membres ne sont pas contraints de valoriser le surplus sous forme de capitaux concurrentiels. Si ces modes de production ont des logiques

spécifiques dans l'organisation du travail, l'appropriation et la répartition du surplus et l'organisation des rapports entre classes privilégiées et classes sous-privilégiées, ils n'échappent pas à la logique de la rente.

1 – La rente-expression et base du développement inégal à l'échelle mondiale

Les différentes formes de rentes^[4] ne sont liées à la dotation en ressources naturelles qu'en apparence, malgré le fait que les rentes les plus importantes sont tirées de l'exportation de matières premières. Même dans le cas des matières premières d'origine minérale, la disparition de la rente différentielle devrait être le cas normal : supposons que la production de pétrole est moins coûteuse en Arabie Séoudite que dans le reste du monde. La production séoudienne sous régime de concurrence libre s'élargira et chassera le pétrole du reste du monde du marché. Son prix s'établira au niveau des coûts de remplacement des réserves. Les différentes compagnies pétrolières peuvent recevoir des profits au-dessus du taux de profit ordinaire, parce que chaque compagnie poursuivra une politique de préservation de son potentiel de production. Si l'épuisement des ressources bon marché menace, chacune ne vendra qu'à un prix où les coûts de prospection de nouveaux gisements seront couverts. Le reste de rente que l'on peut alors déceler n'est normalement rien d'autre que le coût du maintien du potentiel productif et de son accroissement ; son revenu n'est pas différent du profit dans les autres branches, qui sont plutôt déterminés par les coûts de l'élargissement du potentiel productif que par les coûts du capital fixe immobilisé.

De même pour l'appropriation de la rente de consommateur (qui émerge dans l'exportation de certains produits d'origine agricole) la limitation des rapports marchands est nécessaire. Si pour le coton, le sucre et les oléagineux, des productions de substitution directes existent (coton des Etats-Unis, sucre de betterave, graisses produites dans les pays du Centre), les prix des autres produits tropicaux ne sauraient en aucun cas être dérivés à partir des coûts de substitution. D'une part, la consommation de produits comme le café et le thé dépend d'habitudes relativement stables (la consommation est dite "habit-forming"), d'autre part elle est peu liée aux prix, mais évolue en fonction des revenus. Il est certain qu'une hausse du prix du café au niveau des coûts de production sous serres dans les pays industriels (si cela était techniquement faisable) engendrerait un changement du comportement des consommateurs. La rente qui peut être appropriée dans l'exportation de tels produits tropicaux doit être estimée à partir de la théorie de la rente du consommateur. Celle-ci n'est qu'une inversion de la théorie de la détérioration des termes de l'échange. Celle-ci prétend, qu'avec une baisse des prix des produits (agricoles) du Tiers-Monde les quantités exportées augmentent si faiblement, que les recettes en devises diminuent. A l'opposé, une hausse des prix devraient conduire à une hausse des recettes, car les quantités exportées ne diminueront que faiblement. Pour être spécialisés sur des produits (agricoles et minéraux) à faible élasticité-prix de la demande internationale, les pays du Tiers-Monde peuvent s'approprier des

rentes, à condition d'intervenir par des mesures administratives dans le marché. Si les coûts de production du café sont faibles, c'est seulement une telle intervention qui permet de hausser le prix, quelle que soit l'utilité que les consommateurs du café tirent de cette consommation.

L'appropriation de ces types de rentes nécessite des structures monopolistes, donc l'existence de classes dirigeantes dans le Tiers-Monde qui ne s'approprient pas le surplus par la concurrence sur le marché. La rente est liée à la limitation des rapports de production capitalistes à l'échelle mondiale, et plus généralement au développement inégal à l'échelle mondiale, et ceci sur un double plan. D'une part, le développement inégal de l'industrialisation contribue à une différenciation internationale des conditions naturelles de production dans l'industrie minière. Les gisements riches n'ont pas été localisés uniquement dans le Tiers-Monde, mais ils y sont "découverts" seulement après que les gisements riches à proximité des centres industrialisés ont été épuisés. Par la baisse des coûts de transport et par le progrès technique, des situations rentières émergent pour les pays du Tiers-Monde. D'une manière analogue, l'émergence de rentes de consommateur suppose des marchés solvables dans le Centre et normalement des coûts de travail relativement bas dans les pays exportateurs.

La rente suppose le non-développement des pays rentiers et y contribue, par ailleurs. Ceci finance un processus parallèle autoentretenu de la perpétuation de la rente par le maintien au pouvoir de classes dirigeantes rentières. Sur le plan économique, la rente décourage constamment l'établissement d'une base technologique locale à cause de l'aisance financière apparente. Sur le plan politique, il y a multiplication des possibilités de distribution de revenus à partir de situations monopolistes, ce qui empêche la constitution de classes bourgeoises et de classes ouvrières autonomes.

La faiblesse du marché intérieur constitué par des revenus des masses faibles, et le retard technologique, qui peut être initialement faible, entraînent une structure de la demande finale et des coûts de production par rapport au prix payé à l'importation qui font apparaître l'appropriation de rentes comme très avantageuse, ce qui entraîne à son tour des structures intérieures des classes dirigeantes dans les pays rentiers qui permettent de freiner la concurrence.

La rente apparaît alors à la fois comme condition et comme résultat du sous-développement du Tiers-Monde. Elle n'est liée aux conditions naturelles de la production que pour des raisons historiques qui tendent à disparaître aujourd'hui, malgré le fait que le montant des rentes continue à être le plus important dans l'exportation de matières premières. Mais au fond, la rente est liée à des rapports sociaux dans un système international qui est déterminé par des différences de maîtrise de la technique comme capacité de l'homme à transformer la nature et par la coexistence de structures politiques et sociales qui tout en permettant l'appropriation de la rente limitent en même temps le développement économique des pays rentiers d'une manière décisive. La lutte pour la rente est l'instrument principal pour la constitution de

telles classes dirigeantes dans le Tiers-Monde. L'appropriation de la rente permet à ces classes en même temps d'affirmer leur pouvoir à l'égard des classes dirigées. Mais le succès même dans l'appropriation de la rente pousse ces classes dirigeantes vers de nouvelles formes de dépendance.

La permanence de la rente comme base des déformations économiques du Tiers-Monde est démontrée par la théorie de la rente cachée [5], qui n'est qu'une application de la théorie des distorsions des prix des facteurs de production, d'après laquelle les biens d'investissement sont trop bon marché par rapport aux coûts de la force de travail. Ceci entraîne le choix de techniques de production trop intensives en capital. Cette distorsion suppose la rente. Imaginons une économie caractérisée par un secteur exportateur hautement productif, qui est contrôlé par des capitaux nationaux suffisamment "organisés" pour pouvoir défendre un revenu considéré comme "approprié" par la limitation de la production. La balance commerciale pourra alors être équilibrée à un niveau où les besoins d'importation du secteur d'exportation sont satisfaits et où le taux de profit mesuré en monnaie internationale n'est que moyen. Cet équilibre de la balance commerciale n'est pas forcément un équilibre de plein emploi.

L'expansion de la production destinée à l'exportation est impossible, car la baisse des prix ne permettrait plus des taux de profit moyens. L'expansion de la production pour le marché intérieur est impossible : Vu le taux de change, elle n'est pas rentable. L'existence d'une rente à la base de ce blocage devient évident si nous voulons préconiser une sortie de cette impasse : L'économie pourrait être lancée, si le taux de change baissait et si cette baisse provoquait une extension de la production. Dans ce cas, la partie locale de la production diminuerait en valeur internationale dans la mesure où les facteurs de production locaux engagés sont reproduits par des marchandises localement produites.

L'Etat pourrait alors taxer les exportations déjà rentables avant dévaluation. La contrepartie matérielle de ce revenu proviendrait de l'expansion de la production à la suite d'une utilisation de ressources locales qui n'étaient pas rentables au taux de change avant dévaluation. Il est évident qu'une telle baisse du taux de change favoriserait des choix de techniques de production plus intensives en composantes locales puisque des produits locaux jusqu'à présent non concurrentiels le deviendraient à cause du prix plus élevé des produits importés, mesuré en monnaie nationale. Ceci entraînerait une mobilisation de la main-d'oeuvre et sa qualification dans la production.

Le chômage dans le Tiers-Monde est donc aussi le résultat d'une consommation de la rente due à la facilité. La productivité élevée par rapport à la moyenne nationale permet un taux de change favorable à ceux qui tirent leurs revenus à partir de ce secteur. L'acquisition des produits respectifs à partir d'une production locale élargirait l'emploi mais diminuerait le niveau de consommation de ceux privilégiés par le secteur exportateur. Un taux de change surévalué peut donc être considéré comme un mécanisme qui sert à réserver la rente aux

ayants-droit du secteur le plus productif. La rente cachée montre un dilemme essentiel : La richesse même des pays du Tiers-Monde fait que la productivité dans certains secteurs paraît élevée de manière à permettre l'appropriation d'une rente à condition de la non généralisation de rapports de production capitalistes, avec la conséquence que la diversification de la production ne paraît pas rentable. L'abaissement du taux de change au niveau où l'emploi de la force de travail dans d'autres secteurs paraît rentable est si important, que la menace de baisse des revenus extérieurs décourage une telle solution. Les pays rentiers sont trop "riches" pour s'insérer dans la division du travail internationale à un niveau de taux de change qui rendrait rentable la mobilisation de leur force de travail. Ils sont en même temps trop "pauvres" pour financer la formation de leur main-d'oeuvre pour que celle-ci puisse être rentablement employée au niveau du taux de change atteint à cause de la rente.

2 – La rente naît à partir de la nature du processus de l'accumulation et est maintenue par les mécanismes essentiels de la propagation du progrès technique

Le capitalisme ne croit pas par une hausse de la composition organique du capital^[6]. Certes, l'apparence peut faire croire que les biens d'équipement utilisés dans les économies capitalistes développées sont de plus en plus chers par rapport au travail direct engagé dans la production. Mais la comparaison entre les prix des biens d'équipement même à partir de prix déflationnés par le taux de l'inflation monétaire d'une part et des heures de travail ou des nombres de travailleurs d'autre part ne saurait indiquer la composition organique du capital. Ou bien on compare les heures de travail direct qu'elles emploient ou bien on compare la valeur des équipements à la valeur de la force de travail engagée – grosso modo les salaires. Si les parts nettes des salaires dans la production nette totale restent stables, le rapport capital/production nette totale est un indicateur pour l'évolution de la composition organique du capital : Ce rapport reste très stable dans les pays capitalistes développés avec une tendance à une légère baisse depuis la fin du XIX^{ème} siècle^[7]. Les équipements plus modernes sont plus chers parce qu'ils incorporent du travail plus cher, mais non pas parce qu'ils incorporent plus de valeur travail.

Constatons que des technologies plus lourdes ne deviennent rentables qu'à condition que la productivité augmente au moins parallèlement à la hausse du coût des facteurs engagés. Voilà des conséquences importantes pour le transfert de la croissance capitaliste à la périphérie : Le Tiers-Monde ne peut devenir concurrentiel qu'à partir de plus faibles coûts qui ne sont pas dûs à la plus faible composition organique du capital. Cela peut être dû à des salaires réels plus bas ou à des conditions naturelles de production plus favorables.

L'intégration des économies du Tiers-Monde dans le système capitaliste mondial conduit à une propagation limitée de la croissance dans ces économies. Si au cours du développement économique le taux de profit tend à augmenter, le taux de profit dans des secteurs exportateurs du Tiers-Monde doit être égal à celui dans les pays

industriels ; il est alors plus élevé que dans le reste des économies du Tiers-Monde. Les profits ne sont pas alors investis dans ce reste des économies du Sud, mais normalement exportés.

La propagation du progrès technique à l'intérieur du système productif maintient ces situations rentières. Le progrès technique apparaît dans toutes les branches de l'appareil productif et se manifeste comme hausse de la productivité des facteurs de production. Pourtant, abstraction faite de mesures sur le plan de l'organisation du processus du travail, cette hausse est due à l'introduction de nouvelles machines. S'il s'agit d'un nouvel avant-produit ou d'une nouvelle forme de traitement de matériaux connus, c'est toujours une amélioration des machines qui préside au progrès technique, quelle que soit la branche.

Supposons une entreprise qui aurait inventé une nouvelle machine. Aussi longtemps qu'elle continue à disposer du monopole technique de cette innovation, elle pourra vendre sa machine à un prix légèrement inférieur au prix de la machine ancienne (plus les gains dûs à l'économie en main-d'oeuvre et en avant-produits). Dans cette situation la productivité totale des facteurs dans les branches utilisatrices de la machine n'aura que faiblement augmenté. Mais la construction de machines est soumise à la concurrence. Des entreprises rivales essaieront d'offrir des équipements comparables, si les prix sont élevés. Une entreprise innovatrice ne pourra alors pas éviter de baisser son prix au niveau où son taux de profit tombe au niveau moyen. Vu l'argument que les coûts de production pour une entreprise doivent englober les coûts de reproduction de son potentiel de production, les coûts du développement d'équipements nouveaux seront incorporés dans ce prix. La baisse du prix de l'équipement nouveau diminue les coûts du capital fixe pour les utilisateurs de ces machines. Statistiquement, la productivité totale des facteurs de production a augmenté. Pourtant, seulement dans le pays producteur de machines, des entreprises existent qui se sont faites financer le développement de techniques de production nouvelles. Un pays non producteur de machines peut participer à l'augmentation de la productivité dans les branches utilisatrices des équipements nouveaux. Il ne dispose pas de filières qui lui permettent de participer à la production de biens d'équipement aux mêmes coûts d'accès. La redistribution de la contribution du progrès technique, obtenue dans la construction de machines, fait, qu'entre pays développés et pays sous-développés la divergence de la productivité des facteurs est toujours plus faible dans les branches consommatrices de machines que dans les branches productrices de machines. Vu la banalisation du travail dans les filières utilisatrices de machines, les coûts de la production peuvent être faibles pour des filières très intensives en capital à partir d'une main-d'oeuvre bon marché^[8].

Ceci a des implications pour la stratégie dite d'industrialisation "export-led". Celle-ci repose sur la possibilité de combiner une main-d'oeuvre bon marché avec des biens d'équipement importés. Puisque les filières concernées ne conduisent pas au plein emploi, la poursuite de cette stratégie suppose la diversification vers des filières nouvelles où la

différence de la productivité du travail par rapport aux pays industrialisés est plus grande. En régime libéral, ceci exige un abaissement du coût de la force de travail locale par la baisse du taux de change. Ceci conduirait à une perte en devises peut-être considérable dans les filières déjà concurrentielles. Elle peut être évitée en taxant ces filières pour financer la diversification, donc en appropriant une rente. Déjà Singapour taxe lourdement les productions manufacturières banales pour financer la formation de travailleurs qualifiés dans le but de diversifier vers des filières plus sophistiquées. Hongkong vend les contingents d'exportation aux enchères : Dans les deux cas, les gouvernements ne font rien d'autre que s'approprier une rente. De même, l'Etat est présent dans le succès économique de Taiwan[9].

Le processus de banalisation de produits nouveaux décrit dans la théorie du cycle de production[10] a la même conséquence : la différence de la productivité est la plus élevée pour les produits nouveaux, qui jouissent d'une élasticité élevée de la demande par rapport aux revenus dans les pays industrialisés du Nord.

Donc, même la stratégie export-led, cheval de bataille des protagonistes de l'économie libérale, conduit à l'émergence de rentes.

Les mesures protectionnistes que les pays occidentaux appliquent contre ces exportations montrent que la rente est l'option "second-best" aussi pour l'Ouest dans un monde, où le régime libéral ne conduit pas au plein emploi avec expansion des revenus des masses dans le Sud.

Dans tous les cas mentionnés, la rente apparaît à partir des divergences des productivités sectorielles des facteurs, elles mêmes résultat d'une expansion limitée des rapports capitalistes de production. Cette divergence des productivités sectorielles des facteurs n'est rien d'autre que la caractéristique essentielle du sous-développement défini comme hétérogénéité structurelle. L'homogénéisation des productivités sectorielles ne peut pas être obtenue par les seuls secteurs d'exportation : Un alignement vers le haut n'est pas possible vu les débouchés limités pour les produits où la compétitivité des économies du Tiers-Monde est relativement bonne, tandis que l'alignement vers le bas est bloqué par les classes dirigeantes des pays rentiers vu le danger de pertes considérables en recettes à l'exportation.

L'apparition durable de différences sectorielles de productivité à base de rente est due à l'incapacité du Centre d'intégrer la périphérie dans une économie mondiale homogène. Les impulsions venant du Centre pour "généraliser" le mode de production capitaliste dans la périphérie sont trop faibles pour créer des secteurs d'exportation qui résorberaient le chômage par leurs effets directs ou indirects de création d'emplois. L'insertion dans le système capitaliste mondial crée alors obligatoirement la rente. Le plein emploi par des filières de production où la divergence de la productivité est plutôt faible entre le Sud et le Nord est impossible vu la faible élasticité de la demande par rapport au revenu et aux prix dans l'Ouest tandis que la baisse nécessaire du taux de change pour une stratégie de plein emploi dans le Sud est jugée

comme inacceptable. Le taux de change est alors fixé à un niveau où il y a au moins rente cachée et avec elle un système de prix relatifs qui ne conduit pas à la mobilisation des ressources locales.

La rente désarticule les appareils productifs, en décourageant la production de biens d'équipement, finalement par l'illusion de pouvoir acheter le développement. Comme rente cachée, elle hausse le taux de change à un niveau où la production locale de biens d'équipement devient non rentable. Comme revenu de propriétaires fonciers, elle est dépensée pour des produits de luxe importés. Comme revenu de l'Etat, elle peut être utilisée pour des projets d'investissement qui créent des situations de monopole intérieures, alimentées par la rente. Les rentes de situation qui en découlent ne peuvent disparaître que si une base technologique locale émerge, qui créerait la flexibilité de l'appareil de production. Dans cette perspective, il faudrait s'appuyer sur un marché de masse qui pourtant ne peut pas être seulement le résultat de mesures redistributives. Introduites isolément, de telles mesures financées éventuellement par la rente, risqueraient de décourager la production locale fondée sur une base technologique locale.

3 – La classe-Etat et la rente : La contradiction entre les possibilités de financement par la rente et les effets d'entraînement de la rente

L'appropriation des rentes par les pays sous-développés d'aujourd'hui est effectuée par et au profit des classes-Etat qui dirigent les sociétés bureaucratiques de développement. Le phénomène contradictoire, que la rente permettrait le financement d'une politique de création d'une base technologique et qu'elle permet en même temps de s'en dispenser doit être traité sous l'aspect des capacités d'innovation et d'organisation de ces nouvelles classes dominantes.

A la différence des classes-Etat des anciens modes de production tributaires, les classes-Etat des pays sous-développés d'aujourd'hui sont prodiges en déclarations d'adhésion à la modernisation économique et sociale et au développement économique. A la différence des anciennes oligarchies, qui ont limité l'expansion des rapports capitalistes de production pour consommer la rente, ces classes-Etat essaient d'investir et se sont dotées de moyens institutionnels, telle que la planification, et de secteurs publics importants, pour mener à bien des projets d'industrialisation.

Pour expliquer l'échec relatif des classes-Etat à lever les boucliers qui les empêchent de sortir du sous-développement autoentretenu, je me concentrerai ici sur les aspects suivants :

- la classe-Etat peut difficilement remplir la rationalité économique de son propre projet à cause de sa structure intérieure,
- la classe-Etat risque de détruire la rationalité administrative à cause de sa propre structure,
- par les conditions de son existence et par ses relations avec les autres classes, la classe-Etat a une notion du progrès technique qui

tavorise la dépendance,

- par la nature de ses relations avec l'extérieur, la classe peut se dispenser de l'effort de création d'une base technologique locale,
- par son propre mode de fonctionnement, la classe-Etat ne peut pas libérer l'économie de la contrainte administrative,
- la classe-Etat entretient des relations de clientèle avec les autres classes. Dans ses rapports avec la classe des entrepreneurs privés, elle lie ces derniers à son propre projet social en limitant la concurrence,
- dans son patronage vis-à-vis des ouvriers, la classe-Etat contribue à la dissipation de la rente à des fins non-productives et évite la constitution d'une classe ouvrière autonome,
- les variations entre une gestion orientée vers l'efficacité et une gestion orientée vers le patronage ne sont que des phases alternantes, si les bases économiques pour vaincre le sous-développement, ne sont pas construites, ce que seul permettra une gestion totalement nouvelle de la société et de l'économie.

4 – La menace de destruction de la rationalité économique

La classe-Etat est composée de segments qui rivalisent entre eux pour augmenter leur influence, leurs revenus et leur prestige. Les segments peuvent être constitués à partir de n'importe quel rapport entre leurs membres, pourvu que celui-ci crée un lien de confiance et donc la cohésion. Dans une classe-Etat qui prend son origine dans une armée fortement structurée, l'appartenance commune à des services d'origine peut être une telle base. Là où les liens familiaux restent importants, des segments se constituent à travers des alliances de famille. Il serait pourtant faux d'attribuer l'existence et l'importance de tels liens à un traditionalisme des sociétés concernées. Certes, la pratique de la lutte organisée autour de liens familiaux est héritée. Mais elle est héritée aussi ailleurs. Il suffit de regarder les alliances de famille dans les "grands empires capitalistes". Pour que de tels liens prennent l'importance que l'on connaît, il faut des espaces dans l'ensemble social qui demandent à être structurés, sans que des exigences du système économique en prescrivent les formes. Invariablement, toutes les sociétés non structurées à partir de la lutte de capitaux concurrentiels, sont fortement influencées par des liens qui paraissent contredire l'individualisme et le légalisme de la société civile. Puisque c'est seulement la solidarité d'une classe ouvrière homogène et organisée qui peut imposer une telle concurrence^[11], toutes les sociétés dans lesquelles la résistance des sous-privilegiés n'a pas pris cette forme, connaissent de tels liens. De même, des segments basés sur des convictions idéologiques, des appareils administratifs spécifiques, le groupe d'âge etc. sont imaginables. Les bases sur lesquelles de tels segments se constituent, influent probablement sur la dynamique interne de ces classes. La connaissance de ces filiations est gardée comme des arcanes du pouvoir, puisqu'elle sert quotidiennement dans les rivalités entre segments. La connaissance de ces filiations et des alliances qui en découlent, est un élément important pour déterminer une stratégie politique optimale d'un segment.

Par contre, tout projet économique de la classe-État suppose une coordination large entre tous les segments, qui doivent remplir des buts globaux dans la poursuite de leurs buts particuliers, à la rigueur en ne tenant même pas compte de leurs propres intérêts spécifiques. Le succès de toutes les opérations n'est garanti que si les complémentarités programmées sont respectées. La bonne poursuite du processus de développement économique ne saurait pas se concevoir si seulement quelques unités atteignent les buts prescrits.

Or, la conduite des affaires économiques d'une société bureaucratique de développement par des membres de classe-Etat ne saurait échapper aux luttes entre segments rivaux. Déjà, la volonté de tout ministère d'augmenter les capacités de production sous sa tutelle, la volonté de toute entreprise publique d'attirer vers elle un maximum de fonds investissables sont connus. Dans une situation de rareté de facteurs stratégiques de production, tous les centres de décision essaient de se garder un minimum d'options par l'emploi de cadres et de main-d'oeuvre qualifiés en surnombre relatif aux pénuries dans d'autres secteurs. Les entreprises stockent des matières rares. Quelquefois, elles créent des capacités de production pour des entrants stratégiques en dimensions même suboptimales.

Puisque l'idéologie du développement sert comme base de légitimité, les segments essaient de faire bonne impression. Ce n'est pas le manque à gagner dans différentes entreprises en cas de rupture de stocks, qui sert comme critère à l'adjudication de ce qui est encore disponible, mais la capacité des responsables des différentes unités concernées à convaincre ceux qui par un hasard ou un autre sont dans la position de prendre la décision nécessaire. Et ceux-ci ne sont pas convaincus d'abord par la dimension des manques à produire, mais par la nécessité de maintenir les alliances intra-segments et inter-segments. On ne peut pas exposer un allié éventuel ou fidèle au danger de perdre la face afin d'assurer 10 % de plus de production dans une unité où on ne connaît personne.

En plus, la programmation centrale n'est pas véritablement un instrument de direction d'une économie. Une telle programmation suppose que toutes les complémentarités soient remplies. La direction de l'économie réside pourtant dans la meilleure manière d'établir ces complémentarités qui sont toujours menacées car la rareté existe toujours. Comment décider la répartition de l'acier entre diverses unités sans connaître les utilisations de cet acier par elles. Qui peut mieux signaler l'utilité que les entreprises ? Est-ce que les entreprises peuvent signaler cette utilité autrement que par leur disposition à payer un prix plus élevé ?

Si la programmation centrale ne constitue pas un instrument utile d'information et de sélection pour parer à des déséquilibres qui naissent forcément dans une économie supposée tourner au plein de ses capacités, et si d'autres instruments, notamment les prix et les profits sont exclus comme instruments de concertation, le seul système de coordination est constitué par les liens tissés à l'intérieur et entre

segments. Ces liens sont forcément peu susceptibles de concrétiser les objectifs de la programmation centrale.

5 – La menace de destruction de la rationalité administrative

Par leur structure intérieure, les classes-Etat menacent aussi la rationalité administrative, et cela d'autant plus qu'elles essaient de remplacer la rationalité économique de la programmation par la rationalité administrative. D'abord, une bureaucratie de type wéberienne, rationnelle et appliquant des règles générales, ne peut jamais exister comme classe, ni a fortiori comme classe dominante. Elle ne peut être qu'un instrument dans les mains d'autres classes. Or le propre des classes-Etat est la fusion entre les fonctions politiques d'orientation, de sélection et de contrôle, et les fonctions administratives. Les administrations ne peuvent appliquer des règles générales que dans la mesure où il y a des cas identiques. La direction administrative d'un processus aussi compliqué que le développement économique doit résoudre pourtant beaucoup de cas où des règles générales sont difficile à établir. Ou bien, on libère les administrations de l'obligation de statuer à partir de règles générales (en décentralisant les décisions) : On ouvre alors ces administrations au jeu de la rivalité entre segments. Ou bien on essaie de fermer les administrations à ce jeu. On paiera alors avec un prix exorbitant les lenteurs administratives, car les moyens de contrôle sont limités notamment à cause de l'absence du seul contrôle véritable, c'est-à-dire du contrôle extérieur aux administrations. Un tel contrôle extérieur suppose une certaine autonomie de la société civile et donc des classes sociales constituées et organisées, ce que toute classe-Etat essaie de contrecarrer par son patronage. Il ne reste que deux méthodes pour veiller à l'application stricte des règlements. La première est la multiplication des services concernés : Pour éviter par exemple, que la douane puisse être corrompue, on peut multiplier les services qui doivent concourir à une décision tout en supprimant la communication entre eux. La deuxième est la hiérarchisation stricte des voies de communication et de responsabilité. Par les deux méthodes, des décisions étroitement conformes aux règlements peuvent être obtenues. Tout cas imprévu devient pourtant une affaire importante. Certaines importations sont alors simplement découragées par la conviction créée auprès des concernés que cette voie est trop difficile.

Les difficultés de coordination horizontale et la dominance de la responsabilité vers le haut ont comme conséquence que là-même, où la coordination s'impose et même où elle est prescrite par le règlement, un dialogue de sourds s'établit. Le devoir de coordination est rempli si l'administration intéressée est dûment informée. La culture du télex s'épanouit. Cette communication apparaît comme rapide, mais elle permet surtout de se décharger de l'obligation de se concerter en évitant le dialogue destiné à arriver à une solution en commun. On peut s'imaginer des sociétés où la rente sert uniquement au maintien des processus de contrôle administratif : Les coûts de production sont chargés à tel degré par les effets de ce contrôle, que la rente comme revenu disponible disparaît.

Une administration, qui doit servir le développement économique, doit pourtant être guidée par des buts à atteindre et non pas par des règles générales. Diriger par des buts suppose la possibilité de décision d'instances décentralisées. Le contrôle sera alors effectué par ceux qui sont intéressés par ces décisions. Si les intéressés ne sont pas organisés en associations autonomes mais liés à la classe-Etat, ou même si les dirigeants de telles associations sont des membres de la classe-Etat, la protestation prend la forme de l'intervention cachée auprès de personnes bien placées au lieu de la discussion controversée sur la voie publique. Le conflit entre légalisme administratif et efficacité administrative prend la forme d'une lutte permanente entre les responsables administratifs pour se sécuriser par des actes administratifs irréfutables et l'incitation venant de l'extérieur à reconsidérer les marges de décision par ces mêmes administrations. Des problèmes simples ne pourront alors plus être résolus que par la référence aux idéaux les plus nobles exposés dans le discours politique des dirigeants. Ainsi, dans certains domaines, la législation algérienne a pris une pesanteur telle, qu'à l'encontre de la volonté du gouvernement, des usines seraient à l'arrêt. Cette conséquence ne peut être évitée que si des administrateurs donnent plus de poids aux buts qu'aux règlements. De tels cas d'exception ne sauraient pourtant être traités uniquement en fonction de buts supérieurs, parce que les administrateurs ne peuvent se convaincre de la qualité de ces buts qu'à partir de données inaccessibles aux enquêtes d'usage. A force de vouloir tout réglementer, le bon fonctionnement du système administratif suivant des buts économiques et politiques suppose alors la privatisation et l'individualisation complète des approches. Un entrepreneur privé qui manque de vis doit invoquer non pas son manque à gagner, mais la perte d'emplois, la diminution des revenus de "ses" travailleurs, l'importance de la production nationale, et il doit disposer de voies d'accès où il peut exposer ces intérêts nationaux sans être soupçonné d'hypocrisie.

Une administration dirigée purement par des réglementations legalistes ne peut poursuivre aucun but de caractère économique et politique, même pas les buts que le gouvernement pourra professer, mais seulement le respect des réglementations. Par la surcharge des structures administratives, celles-ci perdent forcément leur caractère instrumental.

6 – La prédilection des classes-Etat pour des technologies trop sophistiquées

Sur le plan des choix de techniques, les classes-Etat favorisent des options plutôt sophistiquées. C'est le choix de techniques et non pas seulement le recours à l'importation qui contribue à la prolongation de la dépendance technologique. Car l'appropriation de la rente ne peut être réalisée que par l'importation. Or, il apparaît de prime abord normal, que la meilleure utilisation de devises est obtenue, si l'on importe des produits dont la production locale serait plus chère, comparée aux prix des importations. Ceci est le cas pour les biens d'équipement. Il paraît alors logique, si l'on dépense des devises rares, que l'on achète les

biens d'équipement les plus performants. Cette conception du transfert de technologie, qui assimile celui-ci à l'acquisition de biens d'équipement, constitue ultérieurement une grave menace pour la réussite du décollage d'une production locale de biens d'équipement. Pour illustrer l'argument : il peut être beaucoup plus utile pour le développement à long terme d'acheter certains produits spécifiques et des denrées, pour mettre des ouvriers au travail, qui produisent des équipement standards en grande quantité que d'importer des machines sophistiquées pour un nombre limité de filières.

Comme pour la plupart des intellectuels issus des couches moyennes qui ont fait leur introduction dans le domaine de la maîtrise de la nature à partir de la connaissance théorique, la technologie et sa maîtrise sont conçues par les membres des classes-Etat sous l'angle de la conception de procédés de production. Dans les pays capitalistes développés, les dépenses pour mener une invention à sa maturité, c'est-à-dire pour transformer la connaissance théorique d'une technologie à son application, sont considérées dix fois supérieures aux dépenses nécessaires pour la conception d'une technique. Pour produire une chaise en plastique, il faut un moule. Et ce moule doit être produit par un ouvrier. Pour couler une pièce en fonte, c'est la même chose. La pièce qui doit fonctionner dans une machine doit certes être d'abord dessinée et être conçue dans son agencement avec d'autres pièces à l'intérieur du mécanisme à construire. Mais elle ne fonctionnera pas, si elle n'est pas tournée, si la quantité et la qualité de l'acier nécessaire ne sont pas disponibles ou si les outillages dans les tours n'ont pas la forme ou la dureté nécessaires. Les dessins de Léonard de Vinci viennent à l'esprit : L'ingénieur formé dans des écoles peut faire des dessins, mais c'est l'ouvrier qualifié, notamment le mécanicien général, qui est indispensable à la transformation des dessins en constructions réelles. Les classes-Etat ont peu d'estime pour ces mécaniciens, dont elles ne connaissent pas les expériences quotidiennes. L'importance de l'existence d'un collectif d'ouvriers est souvent négligée. On considère l'exécution du dessin comme simple travail d'exécution au sens littéral du terme. Si des problèmes apparaissent, on croit pouvoir les résoudre par l'importation de nouveaux biens d'équipement aussi longtemps que le volume de la rente le permet. Ces équipements peuvent alors fonctionner pour un certain temps. S'ils tombent en panne, on constatera que l'on ne peut point les réparer. Eventuellement, on peut les faire redémarrer en y mettant des pièces moins performantes, ce qui réduit la capacité de l'équipement au-dessous des attentes qui ont présidé à leur achat. Assez souvent on doit avoir recours encore une fois à l'assistance étrangère.

Un élitisme indéniable dans la socialisation des membres des classes-Etat, même si leur train de vie est frugal, conduit à privilégier la conception par rapport au travail d'exécution et aussi à dévaloriser le travail manuel.

Or, toute technologie est un agencement de biens d'équipement composé de machines et d'installations normalement métalliques non-

machines. Ces installations et ces machines sont des pièces tournées, fraisées, formées ou coulées d'acier de qualités différentes ou d'alliages. Toute maîtrise d'une technologie, qui doit être définie comme capacité de réparer, de reproduire ou d'améliorer une technologie donnée, passe par la capacité de produire de telles pièces. On ne peut maîtriser une technologie que si des ouvriers existent qui puissent faire les pièces concernées et faire les machines, avec lesquelles ces pièces sont faites. La variété de ces machines est limitée : des tours, des fraiseuses, des presses, des postes de soudure, des chalumeaux, des cisailles, des équipements de fonderie et avec tout cela les outillages et les moules. La maîtrise d'une quelconque technologie métallurgique qui est nécessaire aussi pour toutes les autres technologies, même si d'autres connaissances y interviennent, passe par la maîtrise de la production de tels équipements et donc par la formation d'ouvriers qualifiés dans ce domaine. Certes, les techniciens supérieurs sont importants. Mais pour utiliser pleinement le pouvoir de conception de ceux-ci, les mécaniciens sont indispensables. Certes, l'importation de biens d'équipement performants permet de hausser rapidement la production dans les filières concernées. Mais pour que ses équipements fonctionnent et à fortiori pour que ces équipements puissent être reproduits, il faut pouvoir les "assimiler". L'option pour des techniques de production moins sophistiquées permet l'entraînement d'ouvriers mécaniciens par la production^[12]. Il est pourtant évident que l'option pour une telle stratégie rend la classe-Etat vulnérable : d'une part la réussite du processus d'investissement dépend surtout du concours d'ouvriers (mécaniciens) ; d'autre part les techniques localement produites sont probablement plus intensives en travail. La production dépend alors de la capacité de la classe-Etat de s'assurer du concours motivé de sa propre classe ouvrière. Ceci exigerait que les collectifs ouvriers acceptent la discipline nécessaire et l'idéologie du développement par le travail. Ceci exclut des privilèges liés à la fonction de direction de la classe-Etat, qui ne peuvent que créer un climat de découragement généralisé de ceux qui ne participent pas à de tels avantages.

Les relations des classes-Etat avec l'extérieur créent un climat général où le recours à l'assistance étrangère, quelque déconseillé qu'il soit par les instances centrales des classes-Etat, est préféré par rapport à la mobilisation des ressources propres. La verticalisation des liens d'information et de coordination rend déjà difficile, car aléatoire, le recours à des ressources locales hors du contrôle direct de l'unité de décision concernée. En plus, la mobilisation de la force de travail à l'intérieur de l'unité exige d'une part, que les dirigeants de celles-ci sachent faire admettre les contraintes nécessaires à leurs ouvriers, d'autre part qu'ils prennent des décisions susceptibles d'assurer le succès, donc qu'ils disposent de la compétence technique et organisationnelle. Le recours à l'assistance étrangère permet, par le biais d'un cahier de charges, de décharger la responsabilité pour la réussite technique sur l'opérateur étranger, qui est toujours seul responsable pour la bonne organisation de son activité. Les contraintes économiques exprimées dans le rapport salarial – l'impossibilité de

consommer plus que l'on ne produit après provision faite pour un fonds d'accumulation – sont alors extériorisées par le moyen de la rente.

De même, l'emploi d'équipements très performants permet de diminuer les besoins en main-d'oeuvre et les tâches pénibles dans la production et donc d'éviter la mobilisation de la ressource la plus importante, c'est-à-dire le travail.

Dans leurs rapports avec l'extérieur, les classes-Etat croient pouvoir mieux assurer leurs buts, celui de maintien de leur pouvoir et celui d'élargissement de la capacité de production.

On entretient avec des opérateurs extérieurs des rapports contractuels. Si des divergences apparaissent, et elles apparaissent non seulement à partir du mauvais vouloir des opérateurs extérieurs, mais aussi à partir de contraintes multiples, la classe-Etat peut s'assurer du secours populaire en faisant porter le blâme sur les "multinationales" et l'impérialisme extérieur.

Si le recours à l'assistance étrangère et à l'importation de biens d'équipement paraît déjà avantageuse sur un plan purement économique puisqu'à performance égale (au moins théorique) l'offre étrangère est meilleur marché que le coût de la production locale (sans tenir compte des effets induits de formation), ce recours est aussi indiqué par la constellation des rapports sociaux entre classes. En extériorisant des contraintes liées à la direction du processus de travail, la classe-Etat reporte le conflit entre elle et les producteurs directs du plan de l'affrontement local entre forces sociales sur le plan international, où elle peut utiliser ses succès et d'éventuels échecs pour mobiliser le consensus national derrière elle.

L'analyse des échecs de la classe-Etat à développer une industrialisation ayant comme noyau la constitution d'une base technologique locale ne permet pas la conclusion qu'il vaudrait mieux décharger la classe-Etat de ses responsabilités économiques et de libéraliser l'économie. Une telle solution ne paraît guère possible. On peut le regretter ou non, mais le capital privé n'a pu développer le Tiers-Monde pour des raisons exposées dans l'analyse de la rente. J'ai ailleurs dessiné le rôle historique des classes-Etat dans le Tiers-Monde^[13], que toute critique de leur manque d'efficacité ne peut leur disputer. Les classes-Etat ne pourront se décharger de leur responsabilité économique qu'à condition de leur propre éviction, hypothèse peu vraisemblable. En plus, le lien entre capitalisme et colonialisme, entre capitalisme et exploitation du Tiers-Monde, et entre capitalisme et monopoles a rendu suspect le libéralisme économique dans de larges secteurs de l'opinion dans le Tiers-Monde à tel degré, que le mot capitaliste est devenu un synonyme pour tout privilège à dénoncer. Une adhésion générale aux principes de l'économie de marché ne peut être attendue dans des pays où le marché a été assez souvent l'instrument pour enrichir des spéculants. Le marché comme système d'information et de régulation qui ne soit pas prioritairement au service des puissants, suppose un poids considérable des classes sous-privilegiées et notamment leur capacité d'exclure du rapport

marchand un bien, la force de travail[14]. Si ces conditions avaient existé dans le Tiers-Monde, le sous-développement ne se serait pas produit.

Le ciment idéologique par lequel la classe-Etat essaie de se faire admettre comme classe dirigeante dans les sociétés sous-développées est un étatsisme nationaliste ou un socialisme qui souligne les traits spécifiques de sa forme. Ces idéologies sont la couverture naturelle de la nécessité de la planification des investissements comme condition de l'utilisation de la rente aussi productive qu'elle peut l'être. Ni cette idéologie, ni la planification, ni la prise en charge de surcoûts par rapport aux prix mondiaux ne peuvent être abolis tant que la rente continue d'exister, comme je l'ai démontré dans l'analyse de la portée de mesures de décentralisation[15]. Seule existe la possibilité de l'allègement des contraintes bureaucratiques et leur abolition dans des secteurs proches de la consommation finale (qui peuvent assez souvent être orientés par la demande finale et une programmation de la production locale de biens d'équipement adaptés et d'avant-produits). Un tel allègement est souhaitable dans la mesure où les classes-Etat tendent à devenir rapidement nombreuses par les mécanismes inhérents à la rivalité de segments et cela bien au delà du niveau qui serait justifié par une définition même large de leurs tâches.

7 – La dominance incontestable des classes-Etat

La dominance des classes-Etat n'est pas mise en question par les bourgeoisies nationales qui naissent à partir de l'extension de la demande intérieure à la suite de l'investissement de la rente par l'Etat, à productivité d'ailleurs limitée. Celui-ci crée des revenus sans la contre-partie matérielle, c'est-à-dire des produits supplémentaires en quantités suffisantes. A côté de pénuries prévisibles vue l'inflexibilité des appareils de production, une production privée naît avec "les moyens du bord" dans certains secteurs – protégés par rapport à la concurrence internationale –, quelques fois sous forme de secteurs informels, quelques fois sous forme de petite et moyenne entreprise à partir d'équipements souvent vétustes et de l'emploi de travailleurs peu rémunérés.

Ces entrepreneurs privés savent que la rentabilité de leurs capitaux investis dépend d'abord de la protection. Quelque fois, l'accumulation a pris son origine à partir de fonds détournés. La rareté et biens d'équipement, en avant-produits ou en pièces détachées, de même que souvent l'importance des marchés publics et du secteur bancaire public, rendent les entrepreneurs dépendants de leurs (bonnes) relations avec le secteur public, les organismes compétents pour l'importation etc.

De même, les inefficacités des entreprises publiques contribuent aussi à la rentabilité du secteur privé. Les entreprises publiques permettent aux privés une stratégie parallèle de la formation de prix à partir des coûts sans considération pour une gestion saine, tandis que les revenus payés dans le secteur public créent le marché nécessaire.

La bourgeoisie privée ne s'oppose pas à la dominance de la classe-Etat mais développe un réseau de relations avec des membres de celle-ci pour restreindre le domaine concurrentiel. Considérer par ailleurs la bourgeoisie comme une classe révolutionnaire au moment de son ascension économique me paraît une vue de l'esprit. Elle a pu accumuler parce que d'autres forces sociales ont contraint les privilégiés à une utilisation rentable du surplus. Le profit capitaliste n'aurait pas pu naître sans les marchés de masse constitués par des couches non capitalistes. Dans les luttes politiques, la bourgeoisie des pays capitalistes développés a toujours été prudente et même des "révolutions" ne l'ont pas empêché de s'allier après avec les anciennes classes dirigeantes.

De même, les sociétés multinationales, cette bourgeoisie internationale souvent critiquée, ne mettent pas en question la dominance des classes-Etat. Un minimum de prévisibilité des règles leur suffit, notamment depuis qu'elles ont réussi à faire accepter des accords de coopération par les Etats rentiers, où leur apport en capital frais reste infime, puisqu'elles ne vendent que des services ou puisqu'elles participent uniquement par leurs brevets et leurs licences, au capital.

Par rapport à la classe ouvrière la classe-Etat institue un système de patronage, comme d'ailleurs par rapport aux autres classes sociales.

Les instruments sont bien connus : syndicat officiel sous contrôle du parti unique, organismes de liaison du parti dans l'entreprise, participation guidée dans les décisions. Le cas de la classe ouvrière est pourtant le plus indicatif puisque c'est à partir de sa croissance et son affirmation dans la lutte pour la distribution, que les marchés de masse naissent, qui permettent l'emploi rentable de techniques modernes de production. En même temps, c'est à partir de la mobilisation de la classe ouvrière que l'outil de production peut être rendu opérant et efficace.

Si l'on peut démontrer que le verticalisme du contrôle de la classe ouvrière par la segmentation de celle-ci obéit non pas prioritairement à un projet de domination de la part de la classe-Etat mais à des impératifs dus aux structures économiques, le dynamisme des luttes sociales dans les sociétés bureaucratiques peut être évalué. Certes, la classe-Etat établit son patronage par rapport à la classe ouvrière aussi afin de perpétuer son pouvoir. Néanmoins, s'il y avait une classe-ouvrière autonome, est-ce que les organisations de celle-ci pourraient représenter l'intérêt général de cette classe ? L'expérience algérienne, mais aussi celle de certains pays latino-américains comme le Mexique, paraissent le contredire. Si les ouvriers peuvent librement exprimer leurs intérêts, ils le feront en fonction de la viabilité économique de leur entreprise, au moins tant que deux situations sont encore importantes : d'une part, le chômage, et donc le maintien du poste dans une entreprise déterminée et non pas la position générale de la classe ouvrière sur un marché de l'emploi plutôt homogène ; d'autre part, l'existence de moyens financiers et de moyens d'extraction financière très différents des usines particulières. Dans une économie rentière, l'hétérogénéité structurelle permet à maints endroits de payer des

salaires au dessus de la moyenne. Les difficultés dans l'application du S.G.T. en Algérie montrent que c'est plutôt la classe-Etat et non pas la population ouvrière qui cherche à constituer des conditions économiques homogènes.

Néanmoins, la classe-Etat échoue quotidiennement dans l'effort de mobiliser la classe ouvrière sur la base de l'austérité et du travail efficace. Tant qu'il y a rente, les directions des entreprises préféreront composer avec leurs collectifs ouvriers en se finançant par l'Etat ou par leurs clients. Ainsi la suppression des découverts bancaires pour les sociétés nationales en Algérie a été contrecarrée par l'exigence d'acomptes importants à payer par les clients. Si certaines sociétés nationales ne paraissent plus accepter de chèques, il faut conclure qu'elles ont en même temps réussi à imposer des découverts bancaires, car à quel but correspondrait l'exigence de paiements au comptant sinon à voiler à la banque la situation de la trésorerie ?

L'investissement de la rente pour l'industrialisation conduit à une multitude de situations rentières à l'intérieur de l'économie. La classe ouvrière ne cherche nullement à supprimer ces situations, si ses composantes peuvent trouver des moyens pour participer à la distribution de la rente externe par des avantages sur les lieux de travail qui ne peuvent pas être justifiés par l'effort fourni.

Ceci contribue à limiter l'expansion de la production et la constitution de larges marchés de masse. Probablement toutes les classes ouvrières n'ont pas combattu uniquement pour l'amélioration des salaires réels, même si historiquement ce but prédomine très largement dans les revendications ouvrières des pays capitalistes développés pour toutes les périodes pour lesquelles nous disposons de données. Cette observation pourrait s'expliquer par les possibilités que l'on perçoit exister du côté des employeurs. Des patrons dispersés, qui se font la concurrence, ne peuvent céder que sur des principes et des règles généraux. Les heures de travail et les salaires sont de telles règles générales, à côté de certains standards minimum de sécurité et de salubrité, mais non pas la qualité du travail comme situation vécue. A la différence, de telles exigences peuvent être remplies si l'entreprise distribue des "revenus" en faisant payer ses coûts par l'Etat ou par ses clients à partir de monopoles de situation. Le résultat est que le conflit entre directions et ouvriers ne porte pas essentiellement sur la rémunération à payer pour les heures de travail fourni mais sur les efforts à remplir pendant ces mêmes heures[16]. Des équipements installés tournent alors au-dessous de leurs capacités à cause de la dynamique spéciale des luttes sociales tandis que la formation de l'ouvrier consommateur de biens manufacturés est freinée.

L'analyse des obstacles auxquels la classe-Etat se heurte dans son effort pour vaincre le sous-développement montre que les deux éléments pour la constitution d'une rente se reproduisent à l'intérieur des économies rentières non pas seulement dans les branches, où la rente prend son origine : des situations de monopole temporaire ou prolongé dues à des différences sectorielles ou même inter-entreprises de la productivité en même temps que les problèmes de concertation

dans une économie planifiée conduisent à des inefficacités et à des revenus rentiers. La nécessaire existence d'une classe-Etat, sa tendance à importer des modèles de consommation extérieurs et sa conception spécifique du progrès technique freinent les efforts qui existent, pour créer une base technologique locale. Le maintien de rapports verticaux de patronage empêche la constitution de classes rivales par la distribution inégale d'avantages multiples, qui sont financés en dernière instance par la rente. Ces rapports de patronage sont tissés devant une toile de fond constituée par l'opposition idéologique contre l'exploitation par l'étranger.

Le trait déterminant de ces structures est un réseau complexe de canalisation de la rente à l'intérieur de la société qui érode les bases pour l'articulation claire des conflits sociaux et la constitution d'organisations autonomes pour les classes sous-privilegiées. Il peut y avoir de la violence, mais pas de projet cohérent de stratégie de développement alternatif, tandis que le projet élaboré par les instances institutionnellement compétentes de la classe-Etat se heurte dans sa réalisation aux viscosités de l'appareil productif et aux inerties sociales.

Pour vaincre ces inerties et ces viscosités, la classe-Etat peut essayer d'assécher ces canaux où circule la rente. Mais elle peut y réussir uniquement en dessinant la menace de la fin de la rente extérieure. D'où l'importance du discours officiel algérien sur l'après-pétrole. Certes, dans un tel avenir, la perte de revenu en devises sera considérable, mais des rentes continueront à exister, car l'appareil de production ne sera pas homogène.

8 – Les perspectives de la classe-Etat

Si la rente est le revenu par lequel les classes dirigeantes de la périphérie participent à l'accroissement certes contradictoire des forces productives de l'économie mondiale capitaliste, les classes-Etat doivent être considérées comme la manifestation la plus développée de la revendication de la périphérie à participer à un développement économique et social, qui ne saura pas prendre la forme du développement capitaliste. Ces classes-Etat naissent sous une double impulsion : d'une part, leur qualification souvent abusive comme petites bourgeoisies décrit au moins que la coalition anti-impérialiste, elle aussi à dominance petite bourgeoise, née dans beaucoup de pays du Tiers-Monde à partir de la crise des années 30, s'est institutionnalisée et a trouvé une base économique pour sa reproduction ; d'autre part, l'importance du discours sur le développement montre que l'impossibilité de l'accumulation dans les cadres préexistants des économies du Tiers-Monde est admise maintenant par les classes dominantes dans le Centre. La crise d'accumulation dans la périphérie qui s'est développée depuis les années 30 a conduit à l'acceptation généralisée de transferts financiers en faveur du Sud et de la planification dans les économies sous-développées. L'ascension des classes-Etat est donc liée à l'affirmation de leurs discours à l'échelle mondiale et à des transferts financiers considérables, même si certains les jugent insuffisants.

Ni la planification ni les transferts financiers n'ont pu résoudre le sous-développement. Les économies du Tiers-Monde continuent à rester fragiles par le fait même de n'avoir pas pu développer de bases technologiques, qui auraient pu s'appuyer sur des marchés de masse en expansion. Dans la crise actuelle – caractérisée par le ralentissement de l'expansion de la demande du Centre pour les produits de la périphérie, la diminution de l'aide, et la concurrence des pays du Tiers-Monde pour les investissements en provenance du Centre – les acquis des classes-Etat sont mis en question par une revendication prônée notamment par les pays occidentaux et les institutions internationales (que ceux-ci contrôlent) à la relance du libéralisme économique.

Dans les pays du Tiers-Monde, les classes-Etat lâchent du lest en limitant les dépenses publiques, en allongeant les programmes d'investissement et en se montrant coopératifs envers les instances internationales. Notamment, on souligne la nécessité d'une gestion plus efficace, la relance du secteur privé, et une limitation des prérogatives des secteurs publics. Ces nouveaux principes apparaissent à certains comme la réintroduction du capitalisme. Les classes-Etat auraient réussi à créer un certain développement à partir de la rente, dont les contradictions notamment les coûts supérieurs à la valeur ajoutée dans les filières industrielles exigeraient leur transformation en bourgeoisies d'Etat. Il faut savoir gré à Djilali Liabes[17], d'avoir introduit une définition claire de ce concept : des gestionnaires qui dirigent des entreprises dans le but de valoriser le capital en imposant à la classe ouvrière la discipline au travail nécessaire et en orientant l'investissement dans les filières rentables. Ces gestionnaires n'accèdent pas à leurs fonctions à cause de la propriété privée des moyens de production, mais doivent gérer les entreprises comme si elles étaient privées.

On ne peut pas contester que certains nouveaux pays industriels, tel le Brésil, peuvent évoluer vers une telle structure, parce que la base industrielle est devenue suffisamment importante pour permettre le développement auto-centré basé sur une homogénéité des productivités sectorielles des facteurs au moins dans l'industrie, et la disparition de la rente. Comme tendances isolées, la gestion des entreprises par l'orientation au profit et la relance du secteur privé ne me paraissent pas justifier de parler déjà d'une transformation des sociétés bureaucratiques de développement vers un capitalisme d'Etat défini d'après les critères de Liabes. La tendance prépondérante à l'assainissement financier sert à la limitation du gaspillage de la rente, non pas à son abolition. Le fonctionnement de la loi de la valeur reste sous tutelle de la classe-Etat, qui se procure la possibilité d'intervenir plus efficacement dans les secteurs stratégiques du développement. Elle réserve une partie plus importante de la rente à de telles interventions au dépens de ses propres privilèges et des aspects purement distributionnistes de la rente. Dans les mouvements "zig-zag" des classes-Etat[18] entre leurs orientations dans le but de vaincre le sous-développement et dans le but de consommer la rente, la revendication d'une meilleure gestion me paraît traduire un

affermissement de la tendance développementaliste de la classe-Etat, qui constitue l'aspect progressif de son rôle historique.

Certes, dans un tel processus, la classe-Etat pourrait être forcée de limiter son patronage à l'égard des classes sous-privilegiés. L'intégration verticale de celles-ci n'est pourtant pas la condition de l'hégémonie d'une classe dirigeante. La constitution de classes ouvrières autonomes peut se révéler comme élément d'intégration national important. Le conflit social peut déclencher des tendances intégrationnistes beaucoup plus importantes comparées au patronage. Je ne vois donc pas dans quelle mesure les classes-Etat devraient abandonner leur discours développementaliste puisque c'est à ce but de développement qu'elle s'adonneraient dorénavant beaucoup plus. De même, une option socialiste, qui reposerait sur la planification à partir du surplus intérieurement produit – ce qui conduirait à l'établissement d'économies de type est-européen (planification avec surplus intérieur et importance limitée de rente) – me paraît peu probable, puisque ce surplus intérieur n'est pas suffisant pour le modèle d'industrialisation choisi.

Je vois donc le processus vers une orientation de la gestion par des critères financiers et une orientation vers le marché comme des tendances limitées qui ne diminuent pas la dominance des classes-Etat, mais la renforcent.

Dans le but d'assurer la priorité du développement, ce mouvement peut contribuer à une meilleure efficacité. Sans entrer dans les conditions générales d'une stratégie pour vaincre le sous-développement, je voudrais énumérer trois éléments, par lesquels le but de développement économique peut être affirmé dans une telle conjoncture contre le gaspillage de la rente.

Il faut aligner le taux de change sur la productivité non pas dans les secteurs rentiers, mais dans les secteurs de diversification économique. Au moins dans certains pays pétroliers, le taux de change n'a plus aucun lien avec le niveau du développement de la compétence technique. Les exportations sont facturées en monnaie internationale. Hormis le secteur pétrolier, les exportations sont négligeables. Le taux de change est à un niveau où toute l'économie hors pétrole n'est plus concurrentielle. Une tendance continue à l'extraversion existe, malgré des mesures de protection rigoureuses. Si la différence du coût de certains entrants est de 10 : 1 entre la production locale et la production internationale, toute entreprise, privée ou publique, va essayer de limiter ses coûts en trouvant un moyen d'obtenir le droit d'importation. La disposition de devises devient un élément essentiel de la distribution de la rente.

Après dévaluation, l'accès à l'importation se ferait ou bien à des coûts élevés, ou bien - en cas de conditions spéciales à cause du caractère stratégique de l'importation concernée – par l'octroi direct de devises à un cours préférentiel. L'octroi d'une autorisation d'importation n'est pas coûteuse pour l'administration compétente, à la différence de l'octroi de devises à un cours préférentiel.

Le découragement constant de la production nationale serait évité, si les importations ne paraissaient pas beaucoup plus avantageuses à la seule condition que l'on puisse convaincre les organismes de contrôle de leur caractère stratégique.

Puisque cette dévaluation apparaît à la classe-Etat comme un échec, malgré le fait qu'elle pourrait lancer la production nationale et rendre plus efficace la protection de celle-ci, c'est la diminution de la rente qui peut rendre plus acceptable une telle décision. Les taux de change trop élevés ont été un instrument important pour le gaspillage de la rente en favorisant la consommation à partir de l'importation au lieu de la production locale.

Le rétrécissement du champ d'intervention continue de la classe-Etat dans la régulation de l'économie peut permettre de développer une politique plus cohérente de promotion technologique. L'existence de la rente a toujours découragé le développement de la production de biens d'équipements[19]. L'apparition de contraintes extérieures et une diminution de la présence des organismes de planification dans la régulation quotidienne peuvent permettre de dégager des ressources administratives à consacrer à la constitution d'une base technologique locale. Des points de départ existent. L'expansion de la demande dans le période facile à partir de la création de revenus sans production correspondante dans le secteur public a conduit à provoquer des initiatives multiples dans le travail des métaux (pièces détachées, maintenance) qui pourront s'épanouir dès que les revenus extérieurs ne sont plus disponibles.

Si les ressources financières diminuent, le patronage financier entre classe-Etat et classes sous-privilegiées devient plus difficile. Le discours idéologique doit céder la place à la nécessité de mieux valoriser le travail. Une telle tendance peut faciliter à la classe-Etat la nécessaire réorientation vers la revalorisation du travail manuel. L'importance de la rente a fait déconsidérer le travail manuel et contribué aussi aux difficultés de la valorisation de la rente. La diminution de celle-ci doit avoir des effets contraires.

Si une plus forte accentuation des buts développementalistes dans la stratégie de la classe-Etat ne peut qu'affirmer son hégémonie, la diminution de la rente ne contribue pas nécessairement à la transformation de la classe-Etat en bourgeoisie d'Etat, mais à rendre la classe-Etat plus efficace dans la poursuite d'un projet de développement en profondeur par la mobilisation des ressources locales, le développement de technologies appropriées pour lancer le processus de rattrapage technique, et la revalorisation du travail manuel. Certes, le succès d'une telle stratégie peut conduire à des transformations ultérieures des sociétés bureaucratiques de développement en sociétés capitalistes développées. Mais j'avoue de devoir considérer, que de telles sociétés permettent de poser la question de la finalité de l'accroissement des forces productives. C'est cette liberté de décision qui ouvre l'option pour le socialisme, où l'économie comme mode de régulation de la rareté et donc du travail aliéné disparaîtra au moins partiellement. Cette option ne peut être

entrevue que d'une manière incomplète à des étapes où la rareté reste manifeste.

Néanmoins, une gestion financière plus saine des ressources n'exclut pas un développement alternatif : le socialisme ne peut pas être la consommation au-delà de la production, et le surplus est une catégorie essentielle pour toute économie, définie comme régulation de la rareté. Considérer que déjà sa meilleure utilisation constitue un dérapage vers le capitalisme conduirait à la fâcheuse conclusion, que seul le capitalisme responsabilise les hommes. L'acceptation d'une disparition du surplus dans la gestion équivaldrait à l'admission du principe, que certains membres de la société ont droit à consommer aux dépens des autres. Les charges qui résultent d'une mauvaise gestion doivent toujours être financées par d'autres ressources, peut-être par la rente, assez souvent par le travail d'autres membres de la société. S'opposer à une meilleure gestion au nom du socialisme en érigeant en fétiche des formes de gestion (de planification) conduirait alors à pétrifier l'exploitation par le maintien de situations de monopole.

Notes

[*] Professeur à la Faculté des Sciences Sociales de Constance (R.F.A).

[1] Cf. Singer, Hans W. : US Foreign Investment in Underdeveloped Areas. The Distribution of Gains Between Investing and Borrowing Countries, in : American Economic Review, (40-2), Mai 1950 ; pp. 473-485.

[2] Benachenhou Abdellatif : Le renversement de la problématique ricardienne des coûts comparés dans la théorie économique contemporaine, in : Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques, (8-4), Dec. 1971 ; p. 925.

[3] J'ai traité de la classe-Etat dans les publications suivantes : Elsenhans, Hartmut : Die Staatsklasse/Staatsbourgeoisie in den unterentwickelten Ländern zwischen Privilegierung und Legitimationszwang, in : Verfassung und Recht in Übersee, (10-1), 1977 ; pp. 29-42. Elsenhans Hartmut : Abhängiger Kapitalismus oder bürokratische Entwicklungsgesellschaft. Versuch über den Staat in der Dritten Welt. Francfort. Campus 1981 ; pp. 256-273. Elsenhans, Hartmut : Capitalisme d'Etat ou société bureaucratique de développement, in : Etudes Internationales (23-1), mars 1982 ; pp. 18-32.

[4] Vu les limitations de l'espace, une description des mécanismes qui conduisent à des situations rentières ne peut pas être donnée ; cf. Elsenhans, Hartmut : Konzepte

der Ressourcensicherung. Rohstoffe und die Auseinandersetzung um Rohstoffe als Element der wirtschaftlichen Entwicklung in historischer Perspektive, in : Awstöße. Aus der Arbeit der Evangelischen Akademie Hofgeismar, (28-4), 1981 ; pp. 137-150.

[5] J'ai développé ce point d'abord dans : Elsenhans, Hartmut : Egalitarisme social et critique des modes de production dans la périphérie au lieu d'anti-impérialisme et critique des rapports économiques entre le Centre et la périphérie, in : Transfert de technologie et développement : un débat (2). Symposium de Paris du 10 Octobre. Institut d'Etudes du Développement Economique et Social. Paris. European Association of Development Training Institutes 1982 ; pp. 57-63.

[6] Cf. Elsenhans, Hartmut : Das Gesetz des tendenziellen Falls der Profitrate, in : Leviathan, (7-4), 1979 ; pp. 584-597. Elsenhans, Hartmut : Croissance, développement, stratégies de satisfaction des besoins de base - ou pourquoi le développement doit être orienté vers les besoins des masses. Dakar. ENDA, sous presse, chap. 2.4-2.10.

[7] Gillman, Joseph Moses : The falling Rate of Profit ; Marx' Law and its Significance to Twentieth-Century Capitalism. Dobson. London 1957 ; 172 p. Cf. La Littérature citée dans : Elsenhans, H. : Croissance, op. cit., note 31. Elsenhans, H. : Abhängiger Kapitalismus, op. cit., p. 204, note 51.

[8] Boatler Robert W. : Trade Theory Predictions and the Growth of Mexico's Manufactured Exports, in : Economic. Development and Cultural Change, (23-4), juillet 1975, p. 506.

[9] Cf. Morkre Morris E. : Rent Seeking and Hongkong's Textile Quota System, in : Developing Economies, (17-1), mars 1979, pp. 110-118. Amsden, Alice A. : Taiwan's Economic History. A Case of Etatisme and Challenge to Dependency Theory, in : Modern China, (5-3), juillet 1979 ; pp. 365-369.

[10] Vernon, Raymond : International Investment and International Trade in the Product Cycle, in : Quarterly Journal of Economics (80-1), février 1966 ; pp. 190-207.

[11] C'est seulement la diminution du surplus à partir de l'augmentation des revenus des masses qui crée d'une part une tendance intense à la lutte pour le surplus et en même temps une prime pour ceux qui utilisent le surplus pour des investissements.

[12] Elsenhans, Hartmut : Le développement autocentré contradictoire, in : Cahiers du CREA, n° 3, 3ème trimestre 1984 ; pp. 12-14.

[13] Elsenhans, Hartmut : Abhängiger Kapitalismus, op. cit. ; pp. 212-214.

[14] Cf. Polanyi, Karl : The Great Transformation New-York/ Toronto : Farrer & Rinehart 1944 ; p. 251.

[15] Elsenhans, Hartmut : Le développement autocentré contradictoire, op. cit. ; pp. 36-38.

[16] Cf. Labes Djilali : Structuration économique, émergence des classes sociales et constitution de l'Etat-Nation : la nécessité d'une mise en relation, in. : Cahiers du CREA, n° 3 - 3ème trimestre 1984 ; p. 60.

[17] Article à paraître dans les Cahiers du C. R. E. A. D.

[18] Petras James : State Capitalism and the Third World, in : Development and Change, (8-1), janvier 1977 ; p. 13.

[19] Cf. Ilmane Mohamed Chérif : Bilan de la section des biens d'équipement en Algérie, in : Abdoun Rabah (ed). : Biens d'équipement et industrialisation en Algérie. Alger - CREA 1983 ; p. 170.